

REVUE INTERNATIONALE DE CRIMINOLOGIE ET DE POLICE TECHNIQUE

FONDÉE EN 1947

VOLUME XI

N° 1

JANVIER-MARS 1957

Paraît 4 fois par an

Partie scientifique

DE LA PRÉVENTION À LA POST-CURE Un problème de l'enfance délinquante

par Jean CHAZAL

Conseiller à la Cour d'appel de Paris, ancien juge des enfants au Tribunal de la Seine

Dès le début de cet exposé¹, je suis pris d'une crainte : en me demandant de vous parler des loisirs des jeunes, on m'a mis en face d'une tâche qui me dépasse singulièrement. Sur ces loisirs des jeunes, en effet, je ne sais pas grand'chose : d'abord, parce que je commence à vieillir et qu'en vieillissant on oublie un peu les loisirs des jeunes; ensuite, parce que ceux des jeunes que j'ai connus ne représentent pas effectivement tous les jeunes d'un pays, mais seulement une petite partie de ceux-ci. Et cependant, je ne peux résister à la satisfaction de vous parler de ce que je sais le moins mal en évoquant ces jeunes êtres, délinquants ou en danger moral, qui furent

pour moi, pendant des années, ma jeune « clientèle » de chaque jour.

Il n'est pas dans mon intention d'aborder l'étude des problèmes particulièrement aigus que posent ces jeunes délinquants sur le plan médico-biologique et psychologique; nous sommes là en présence d'un domaine qu'il ne m'appartient pas d'aborder. Mais ce que je puis affirmer, je crois, c'est qu'à côté de ces questions, à côté de ces jeunes délinquants dont chacun représente un problème biopsychologique particulier, il y a tous ceux, il y a ces innombrables enfants délinquants ou en danger moral dont la détresse s'explique avant tout par un milieu, et souvent un milieu familial, qui a été terriblement dur pour eux — ces enfants qui ont été en lutte avec leur milieu au moment où beaucoup d'autres enfants ne reçoivent que tendresse et affection.

Ces enfants-là, je les ai bien connus dans cette ville de Paris assez « tentaculaire », ces enfants qui chaque jour me venaient des faubourgs, de la banlieue, des quartiers où vit un certain « sous-prolétariat ». Qu'étaient-ils ? Ils

¹ Conférence faite, sous les auspices de l'ASTURAL à la Salle de la Réformation, à Genève, le 26 février 1957, sous la présidence de M. le Conseiller d'Etat Alfred BOREL, chef du Département cantonal de l'Instruction publique, conseiller national. Le caractère naturel, « parlé », si spontanément humain, de cette conférence, qui n'avait pas été écrite, a contribué d'autant plus à l'effet profond qu'elle a produit sur son vaste auditoire tout entier, et augmente encore le prix que nous attachons à pouvoir la publier, avec l'autorisation de son auteur ainsi que de M. Pierre ZUMBACH, Tuteur général de Genève et organisateur de cette soirée, auxquels nous exprimons notre reconnaissance.

La Rédaction.

appartenaient, c'est indiscutable, à des milieux que l'on appelle aujourd'hui « déficients » ou — pour user d'un mot qui fait un peu mieux — à des milieux « carenciels ». Le mot est exact : mais que recouvre-t-il ?

Il s'agit d'enfants qui ont manqué de direction familiale, qui ont fait de la rue leur siège social — cette rue où l'on est à chaque instant happé par les plaisirs faciles. Il s'agit de ces enfants qui, dans une ville comme Paris, fréquentent cinq, six fois par semaine le cinéma, qui vont plusieurs fois par semaine à la fête foraine, qui sont pris par tout le brillant, le clinquant qu'elle leur offre, de ces enfants que l'on trouve à longueur de journée, alors que d'autres sont à l'école, autour des appareils à sous dans les bistros. Et comme ils sont nombreux dans la rue, ils se réunissent, et ils constituent une « bande d'enfants ».

Ce terme de « bande d'enfants », bien que je l'aie utilisé assez souvent moi-même, je le trouve bien sévère. Ces enfants se réunissent en effet parce qu'ils se trouvent les uns et les autres dans la rue. Bientôt, ils commettent de petits délits, ce que l'on appelle à Paris *piquer* : piquer dans les grands magasins, piquer dans les « Prix Uniques », « faire » le tiroir-caisse de tel ou tel commerçant. Bien sûr, ce sont des délits ! Mais sommes-nous en présence d'adolescents qui sont particulièrement antisociaux ? Ne sommes-nous pas plutôt en présence d'adolescents qui ont fini par se lancer dans la délinquance par manque d'autres aventures, et qui auraient pu être poussés vers des conduites beaucoup plus généreuses, et beaucoup plus favorables pour la société ? Combien de fois ai-je constaté qu'un jeune qui, tout seul, ne commettrait pas un délit, se met à en commettre lorsqu'il est soutenu par tout le groupe ! Se sentant ainsi soutenu, tout sentiment de culpabilité s'efface. De plus, à ce moment-là, si l'on veut vraiment être considéré comme un homme — et on a tellement tendance à se considérer comme un homme quand on a 15 ou 16 ans !

— on n'a pas le droit de reculer, on n'a pas le droit de se « dégonfler », si vous voulez bien me permettre ce mot particulièrement trivial dans la bouche d'un magistrat. Et voilà pourquoi on devient délinquant, on va faire connaissance avec le juge des enfants.

Et tous ces enfants ne reçoivent jamais cette forme d'éducation solide qui se donne dans de bonnes familles, cette sorte de tutelle éducative constante, qui compense dans une certaine mesure ce que les tendances natives peuvent avoir d'excessif. Et, ce qui est peut-être plus tragique, ils sont non seulement ainsi dans un grand abandon, mais ils sont particulièrement blessés dans ce que l'on peut appeler leur sensibilité profonde. J'ai connu, dans mon pays, des dames de bien qui, à chaque instant, s'émouvaient devant l'enfant de la rue, le pauvre enfant aux yeux bleus et aux cheveux blonds qui ne mange pas à sa faim : ces cornets de frites au coin de la rue, c'est la table de famille qui ne se constitue jamais. Tout cela est profondément regrettable, c'est évident. Cependant, il ne faut pas aller trop loin dans la sentimentalité, et si l'enfant de la rue est malheureux, il ne l'est peut-être pas toujours pour les raisons que l'on veut bien dire. Car s'il ne mange pas toujours à sa faim, il a devant lui cette multitude d'aventures que lui offre la rue, que représente l'exploration des caves de ces habitations dites à bon marché, et toutes ces aventures permettent à son sentiment de curiosité, à son besoin de s'affirmer, de trouver très facilement à s'investir. Mais le malheur naît de ce que trop souvent cet enfant de la rue se sent mal aimé, qu'il n'a pas son compte de tendresse, d'affection, et aussi de sécurité.

C'est là le véritable drame de toutes ces jeunes sensibilités, de toutes ces « affectivités », diraient les psychologues, qui dès le jeune âge sont terriblement perturbées. Ces situations sont souvent dues à la misère, misère financière, misère du logement : ce sont le taudis, l'hôtel meublé, les pièces où

cing ou six personnes doivent vivre rassemblées sans avoir jamais la possibilité de trouver un espace vital satisfaisant. Ce sont la dislocation et la dissociation familiales. C'est la promiscuité qui règne avec tout ce qu'elle entraîne d'odieux, d'équivoque, d'incertain. C'est aussi le climat des disputes, des violences, des discussions permanentes. Il est certain que l'enfant qui, dans ses plus jeunes années, a subi tout cet ensemble d'événements qui vont le frustrer si profondément dans sa sensibilité, devient à ce moment-là, véritablement, un enfant malheureux. Et ce sont aussi parfois les attitudes des parents, des parents tyranniques ou des parents exaspérés eux-mêmes par des conditions très difficiles de vie, c'est le nervosisme, ce sont toutes ces erreurs éducatives qui deviennent légion.

A tout cela, comment réagit l'enfant ? Il réagit par cet ensemble de comportements qui ont été si bien éclairés, depuis quelques années, par la psychologie contemporaine. Il réagit par l'opposition, par un besoin d'évasion et par la fugue. Il va chercher ailleurs des compensations à tout ce qui lui manque. Et ces compensations, il les trouve dans la rue : c'est cette fête foraine à laquelle je faisais allusion, qui lui donne tout ce brillant, cette joie, cette richesse apparente. C'est le cinéma, ce cinéma dont il faut bien dire un mot. J'ai quelque scrupule à parler des rapports de la délinquance et du cinéma, à la suite du magnifique article que le juge des enfants de Genève, M. Berger, a fait paraître, il y a peu de semaines, dans cette très belle revue, la *Revue internationale de criminologie et de police technique*¹, qu'anime mon excellent ami M. le professeur Graven; dans cet article, M. Berger dit tout ce que je pourrais dire moi-même, et il le dit beaucoup mieux que je ne pourrais le faire. Il est indiscutable que, dans ce phénomène qui relie la délinquance au cinéma, il y a, chez un très grand nombre

d'enfants, un besoin d'évasion, un besoin de trouver un univers peut-être factice, mais un univers qui compense tout ce qu'il y a de malheur et tout ce qu'il y a d'indigence dans son propre milieu à soi, dans son milieu de chaque jour. Enfin, chez ces enfants nommés « difficiles », délinquants ou en danger moral, on trouve souvent aussi un besoin d'attirer l'attention, de se rendre intéressants. Or, ne croyez-vous pas que ce besoin s'explique en grande partie par le fait que dans toute leur sensibilité ces enfants ont été maltraités, et qu'envers et contre tout ils veulent forcer l'attention ? Ils veulent qu'on les voie et qu'on les regarde, car ils se sentent en dehors de l'atmosphère qui est celle de beaucoup d'autres enfants.

C'est pourquoi il est indispensable que, tous ces jeunes, ainsi menacés dans leur évolution, dans leur épanouissement, dans leur adaptation sociale, nous mettions tout en œuvre pour les aider, pour leur permettre de retrouver leur équilibre. La Suisse, et plus particulièrement le canton de Genève, peuvent se féliciter des premiers efforts faits en Europe dans ce sens. On y avait fait beaucoup déjà, alors que nous n'avions pas encore pris suffisamment conscience de toute l'importance de ces problèmes. Actuellement, nous sommes tous bien d'accord pour penser que ces enfants, ce qui importe, ce n'est pas avant tout de les châtier, mais de leur appliquer la mesure éducative protectrice qui leur permettra de retrouver l'équilibre intérieur tellement nécessaire pour accomplir une vie d'homme, pour une vie de citoyen.

*

Quelle que soit la mesure éducative qui sera prise, je crois qu'il convient avant tout de rappeler ce problème des données essentielles, que trop souvent on oublie : il faut d'abord tout mettre en œuvre pour satisfaire chez l'enfant, chez l'adolescent, des besoins qui ont été méconnus, dont il a été frustré; il faut donc tenter de lui donner cette tendresse,

¹ 1956, n° 4, p. 275, Roland BERGER, Président de la Chambre pénale de l'enfance, Genève : Le cinéma comme facteur de délinquance juvénile.

cette confiance, cette sécurité qui lui ont manqué. Et c'est pourquoi l'on voit de plus en plus, en Europe et sur d'autres continents, abandonner les formules éducatives traditionnelles, et plus particulièrement celles à base d'internat, pour essayer d'y substituer autre chose.

Je ne dis pas que l'internat ne soit pas, dans un certain nombre de cas, nécessaire. Mais je pense que lorsqu'on peut éduquer ou rééduquer un être jeune sans l'obliger à passer par l'internat, on prépare peut-être mieux sa vie d'homme, surtout si cet être est déjà menacé dans son adaptation sociale, s'il a déjà des difficultés pour s'insérer dans la vie collective. C'est ce qui explique que partout nous assistons à des efforts, particulièrement émouvants, pour ne pas rompre le lien affectif qui unit un enfant à sa famille. Mais, me dirait-on, ces familles sont déficientes; laisser cet enfant dans la famille, c'est donc un mal. On ajoute même parfois: c'est un crime. Peut-être, dans certains cas, tout dans ce domaine étant nuance, mais pas toujours. Ne pensez-vous pas que parfois il vaut mieux laisser l'enfant dans sa famille, même présentant certaines déficiences, si l'on est certain par ailleurs qu'un lien affectif solide existe entre parents et enfants? La chaleur affective qui peut rassembler parents et enfants autour d'une table est souvent capable de contrebalancer bien des carences familiales. Et dans mon ancienne carrière de juge des enfants, il m'est arrivé de laisser des enfants dans des familles déficientes, parfois même très déficientes, parce que j'avais la conviction qu'éloigner l'enfant de sa famille n'était pas préparer son adaptation sociale, mais peut-être au contraire aggraver encore son inadaptation.

Bien sûr et encore une fois, je le répète, dans ce domaine tout est question de cas particuliers, de cas individuels. N'allez surtout pas croire que je pense qu'un enfant doit être envers et contre tout laissé dans sa famille; n'allez pas croire qu'un enfant ne

doit jamais prendre le chemin d'un internat éducatif. Loin de moi de telles pensées. Mais avant de prendre une décision, il faut à mon avis bien peser toutes les modifications psychologiques qui peuvent être à la base de cette décision. S'il y a une fonction où l'on doit beaucoup méditer avant de se décider, c'est certainement dans la belle mais délicate fonction de juge des enfants. Et lorsqu'on se résout à éloigner un enfant de sa famille, il faut alors tout mettre en œuvre pour tâcher de reconstituer autour de lui une atmosphère qui lui rappellera la famille, lui dispensera la chaleur humaine nécessaire, lui donnera confiance, et lui permettra de se sentir en sécurité: car l'enfant a autant besoin de sécurité que de tendresse.

Je voudrais dire qu'en France, à la suite de la guerre que nous avons subie, une magnifique solidarité s'est dessinée en ce sens. 1942, 1943, 1944... Nous étions alors en pleine détresse, et c'est précisément le moment où l'on a vu, à travers le pays, naître ces premiers petits « centres » éducatifs: vingt-cinq, trente enfants sous la houlette d'un ménage d'éducateurs qui s'appliquaient à créer autour d'eux un climat familial, un climat d'affection et de sécurité. Et puisque, lorsqu'on avance en âge, on a toujours un peu la nostalgie du passé, je pense encore à ces efforts admirables qui ont été accomplis chez nous à cette époque de misère. Je pense à tous les pionniers que j'ai vus se lancer dans cette entreprise folle de l'éducation et de la rééducation, qui ont apporté à cette tâche toutes les richesses de leur cœur et de leur esprit, mais qui étaient en revanche généralement dépourvus de moyens financiers substantiels. Pourtant, ces centres se sont créés contre vents et marées, et ce mouvement a été le point de départ d'un excellent travail qui nous a fait rapidement oublier toutes ces vieilles catégories de maisons que l'on appelait des maisons de correction, des maisons de redressement, voire ces orphelinats à carac-

tère grégaire, où chaque enfant se sentait plongé dans un bain d'anonymat, où chacun n'était plus qu'un numéro, qu'une étiquette.

A côté de la nécessité de satisfaire l'enfant dans son affectivité la plus profonde, une autre considération ne doit jamais, je crois, être perdue de vue: si nous voulons vraiment rééquilibrer, adapter à une société et à lui-même un enfant ou un adolescent, il ne s'agit pas de fabriquer un pensionnaire, mais il s'agit de faire un homme. Il s'agit donc, avant tout, d'essayer de situer et de faire vivre le jeune dans la réalité. Lorsque j'étais au début de ma carrière de juge des enfants, chaque semaine j'assistais, je participais même à ce que j'appelais la « distribution des prix ». On était en présence de gosses qui étaient restés trois ou quatre ans dans des internats; tout avait bien marché; on était content d'eux, et eux étaient contents de sortir. On les voyait arriver ainsi et l'on échangeait alors avec eux des paroles banales, comme on en échange un jour de distribution de prix. Tout était sous le signe de la confiance et le juge disait: « Maintenant, tu vas prendre un bon départ dans la vie. » Et le gosse répondait: « Oui, monsieur », sans esprit de contradiction. Nous vivions ainsi sur des apparences qui donnaient satisfaction à tout le monde. Et deux mois après, quelquefois quatre, on retrouvait le même gosse après de nouvelles incartades: la distribution des prix était terminée. Eh bien, tout cela signifiait que l'on avait fabriqué de bons pensionnaires, mais que l'on n'avait en aucune façon entraîné ces jeunes à pouvoir affronter les conditions mêmes d'une vie réelle.

Essayons de réfléchir quelques instants. Un milieu réel, celui dans lequel nous vivons, est un milieu où chaque jour nous entretenons des relations multiples avec des êtres d'âge différent, des jeunes, des vieillards, des adultes, des êtres de sexe divers. C'est un milieu où, à tout instant, nous vivons des situations qui sont authentiques, où nous devons faire

des choix qui nous engagent — et si nous choisissons mal, nous supportons les conséquences de nos mauvais choix. C'est aussi un milieu où, à tout instant, si nous voulons vivre, nous devons travailler. Or, trop souvent, un milieu d'internat est un milieu artificiel. Les directeurs clairvoyants d'internats le savent bien, lorsqu'ils essayent justement de réagir contre ce qu'il peut avoir d'artificiel. Dans un internat, les relations sont toujours limitées. Ceux que l'on y rencontre tiennent toujours le rôle que l'on attend d'eux. Il y a le maître, il y a l'éducateur, l'élève, le bon, le mauvais, le moyen; on n'est jamais surpris, chacun tient avec une certaine monotonie le rôle qu'il doit tenir. Et dans les bons internats, on fait en sorte que les jeunes pensionnaires n'aient pas à supporter les conséquences mauvaises des choix qu'ils pourraient faire, on essaie de faire qu'il y ait le minimum de conséquences préjudiciables. Tout cela n'est tout de même pas la vie ! Et voilà pourquoi il faut faire quelque chose, en matière d'éducation ou de rééducation, pour éviter que l'internat ait un caractère artificiel. Mais alors, que faire ? D'abord, ne pas oublier que, dès que l'on prend une mesure éducative à l'égard d'un enfant en détresse, il faut songer à son avenir, et non penser seulement au fait que pendant un certain temps cet enfant ou cet adolescent sera un pensionnaire.

*

C'est ainsi qu'à côté de l'internat on met au point d'autres formules éducatives. Dans mon pays, il y a quelques années, j'ai rompu des lances pour que les enfants délinquants puissent dans certains cas bénéficier de séjours dans ce que l'on a appelé, en un affreux jargon, des foyers de semi-liberté. Il s'agissait de foyers de jeunes travailleurs. Ces foyers, qu'ont-ils été ? C'est simple, vous connaissez d'ailleurs la même situation, la Suisse dispose d'un certain nombre de ces foyers de jeunes travailleurs: une maison dans une grande ville

ou à proximité de la ville. Un ménage d'éducateurs et un petit nombre d'adolescents qui sont les pensionnaires de cette maison mais qui, chaque matin, la quittent pour se rendre à leur lieu de travail ou d'apprentissage, et y rentrent le soir. On me dira qu'il y a là beaucoup d'imagination : peut-être, mais il y a là aussi un souci sérieux de maintenir dans la réalité l'adolescent qui a de telles conditions de vie. En fait, cet adolescent va travailler avec d'autres garçons qui ne posent pas, comme lui, de problèmes ; il va à l'atelier, à l'usine, au centre d'apprentissage avec d'autres, il ne se sent plus différent des autres, ce qui est d'une réelle importance. Que de fois j'ai entendu des gosses me dire : « Nous, les enfants de la justice », ou « Nous, les mauvais garçons »... Est-ce que, dans ces réflexions, nous n'avons pas notre part de culpabilité ? Est-ce que nous n'avons pas entretenu ce sentiment en eux, en les isolant, en les faisant vivre comme des êtres à part ? Il faudra donc, dans un foyer de jeunes, les placer dans des conditions de travail exactement pareilles à celles qui attendent d'autres jeunes. Et les sports, les loisirs, on ne va pas s'y livrer entre garçons qui appartiennent exclusivement au foyer. Bien au contraire, on appartiendra aux sociétés sportives du pays, on se fera inscrire dans les mouvements de jeunesse, dans les mouvements culturels, dans les associations musicales avec d'autres qui sont, eux, des enfants ne présentant pas de problèmes d'adaptation sociale. Tout ceci permettra une prise de conscience à partir de la réalité.

Et le cinéma ? — J'ai connu un éducateur que je voulais voir s'orienter vers un foyer de semi-liberté, foyer de jeunes travailleurs et qui bien vite comprit qu'il n'était pas fait pour ce genre d'activité. Quand il est venu vers moi, il m'a dit : « Il faudra tout de même organiser quelques spectacles. Je connais dans la région un excellent ecclésiastique qui peut-être nous prêtera un cinéma de patronage. » Je voulais voir ce que cela allait donner. On

fit venir la caméra. Je dois dire que la seule personne qui dans la salle prenait intérêt à la séance, était l'éducateur ! Alors, on a essayé de « jouer le jeu » : ces gosses, une fois par semaine, sont allés au cinéma de quartier. Dire si les films étaient bons ou mauvais, c'est bien difficile. Mais ce qui est plus important, je crois, c'est d'essayer d'obtenir que ces jeunes sachent « prendre du recul » devant l'image cinématographique. Dans mon pays, comme sans doute dans d'autres, il y a encore des vieilles dames, des vieux messieurs qui voudraient tuer le cinéma. Evidemment, mais je crois qu'ils seront morts avant lui. De toute façon, ce que l'on a voulu faire, c'est donner ce recul devant l'image, dont je parlais : lorsque les jeunes voient chaque semaine un film, on organise un débat du type ciné-club, et c'est ainsi que l'on voit ces jeunes acquérir peu à peu une véritable culture cinématographique, que pourraient leur envier peut-être beaucoup de lycéens parisiens. Et c'est ainsi qu'il m'est donné maintenant de constater que des jeunes, qui ont reçu cette éducation cinématographique pendant deux ou trois ans, finissent par comprendre l'image, par prendre du recul devant l'image filmée bien mieux que d'autres adolescents qui ont cependant un niveau culturel bien supérieur au leur.

Tout cela représente un effort pour maintenir à tout instant nos jeunes dans la réalité, menacés qu'ils sont dans leur adaptation. Ainsi encore, lorsqu'on a monté chez nous ces foyers de jeunes, j'ai tenu absolument qu'on enseigne à ceux-ci ce qu'était la Sécurité Sociale. Il est devenu d'usage en France de dire beaucoup de mal de cette institution ; je crois d'ailleurs que l'organisation en est bien lourde. Il n'en est pas moins vrai que par ses prestations elle rend les plus grands services. Il faut donc apprendre aux jeunes ce qu'est la sécurité sociale et j'ai toujours voulu que les éducateurs, lorsqu'ils se trouvaient en présence d'un jeune qui venait d'avoir une blessure pouvant entraîner des prestations, exi-

gent qu'il les récupère lui-même, qu'on lui apprenne à faire la queue devant deux ou trois guichets successifs pour pouvoir se faire rembourser les sommes auxquelles il avait droit. C'est ainsi qu'il apprenait véritablement ce qu'est la sécurité sociale, et participait à ce qui devait être sa vie d'homme, de citoyen, de travailleur.

Il y a aussi un autre problème, si important dans la vie d'un futur jeune travailleur : celui de la gestion d'un salaire. Il faut apprendre à ces jeunes à gérer un salaire, leur propre salaire ; il faut comprendre et leur faire comprendre que cette gestion représente quelque chose de particulièrement éducatif. Je connais un foyer où l'on a utilisé le système de la « prise en charge » d'un jeune sur le produit de son travail. Au jeune qui arrive, on dit : « Tu vas travailler, tu auras un petit salaire. Pour quoi peux-tu te prendre en charge ? Pour l'achat d'une bicyclette ? Bon. » Le premier argent gagné, on le met de côté jusqu'au jour où l'on pourra acheter cette bicyclette. Puis ce sont les vêtements, les repas à la cantine à midi, et ainsi de suite. Et lorsque, au bout de trois ou quatre ans, le jeune homme se rend compte qu'il se prend lui-même en charge, à ce moment-là il a pris conscience de sa dignité, il est déjà en grande partie éduqué, et en même temps il a appris à savoir gérer un salaire. Or, ce que nous constatons dans une ville comme Paris, c'est que dans tout un ensemble de milieux déficients, la gestion d'un salaire, pourtant si décisive, est une chose à laquelle on ne pense pas beaucoup, à laquelle, hélas ! on ne sait pas penser.

Puis dans ces foyers, à côté de cette réalité même de la vie qui doit prendre ces adolescents de toutes parts, doit se manifester aussi le souci de leur faire vivre une communauté même de la vie qui doit serrer ces adolescents qui vont administrer eux-mêmes la maison dans laquelle ils se trouvent. On organise des conseils de maison ; tous les problèmes de celle-ci sont pris en charge par les adoles-

cents eux-mêmes. On constate alors des phénomènes curieux : tel celui qui consiste à éteindre l'électricité quand on sort d'une pièce. Je n'ai jamais vu, dans un internat comme ceux que j'ai connus dans ma jeunesse, pousser le souci jusqu'à éteindre l'électricité en sortant d'un réfectoire ou d'une chambre. Mais, du jour où un garçon se dit que cette maison est au fond sa maison et qu'il est intéressé à tous les problèmes qu'elle pose, il peut acquérir des réactions de « bon ménager », pour employer ce mot de la vieille langue française. Je crois qu'il est heureux qu'il en soit ainsi et que nous puissions voir l'effort déployé pour que tout jeune participe à cette action éducative, pour qu'il ne soit pas passif mais, à tout instant, coopère à sa propre évolution dans un sens moral et social, dans un sens positif.

*

Mais, me dira-t-on, il y aura toujours et quand même ceux qui sont dans des internats éducatifs et qu'il est nécessaire de placer dans de tels internats. Ceux-là, comment donc vont-ils faire cet apprentissage de la réalité que vous nous dites si indispensable ? Il faut bien, dans ces cas aussi, que cet apprentissage ait lieu. C'est ici que nous pouvons aborder le problème dont M. Zumbach m'a demandé de dire quelques mots, et qui est celui de la post-cure. Qu'est donc la post-cure ? C'est le fait de prendre conscience que des jeunes, qui ont vécu pendant plusieurs années en internat, ont besoin d'une transition entre celui-ci et la vie normale. Cette prise de conscience est indispensable. J'ai peut-être été un peu injuste tout à l'heure pour les internats, mais je dois ajouter que les internats, sur un certain point, ont du bon : c'est qu'on peut y effectuer un excellent apprentissage professionnel, y acquérir d'excellents « réflexes conditionnés » — puisque le mot est à la mode — qui feront qu'en sortant de là on aura quand même un acquit très positif. Cependant, du jour au len-

demain, on retrouve la réalité, un milieu de vie qui ne vous pardonne rien, qui n'est plus celui de l'internat, un milieu de vie où à tout instant il faut choisir, et où l'on subit les conséquences de ses choix. C'est à ce moment-là que la post-cure s'impose. Et cette post-cure, comment va-t-elle s'exercer ?

De mille façons. Dans un certain nombre de cas, des jeunes qui sortent de l'internat pour retrouver leur famille d'origine trouveront une personne que l'on y placera et qui sera appelée à exercer une tutelle éducative et morale auprès d'eux, et parfois auprès de la famille même. Dans d'autres cas, lorsque le retour dans le milieu d'origine n'est pas possible, on trouvera peut-être la famille d'accueil qui acceptera de prendre à son foyer l'adolescent. Dans d'autres cas encore, on va orienter cet adolescent vers ce qu'on appelle de plus en plus « l'hôtel des jeunes ».

Car, dans tous les pays, actuellement, il nous faut des hôtels de jeunes. Ils sont non seulement nécessaires pour la post-cure — ce n'est qu'un aspect du problème — mais encore pour que tout un ensemble d'adolescents éloignés du jour au lendemain de leur famille, plongés dans le rythme rapide et surprenant d'une grande cité, ne sombrent pas dans l'adaptation sociale. C'est pourquoi, un peu partout, on constate un effort vraiment admirable pour la mise en place de ces hôtels de jeunes qui, pour un certain nombre d'anciens d'internats, constitueront le moyen d'effectuer leur post-cure. C'est cette dernière qui va nous permettre de vérifier la solidité de toute l'action éducative menée dans l'internat. C'est elle également qui va nous permettre d'exercer une action vraiment constructive à l'égard du jeune qui en sort.

De multiples problèmes se posent à lui : le problème du travail, tout d'abord ; ensuite, celui des loisirs : choisir le mouvement de jeunesse dans lequel on va s'insérer, choisir le groupe auquel on va appartenir ; s'adapter à l'usine, à la vie de travail si différente par-

fois de celle de l'atelier professionnel : que de problèmes, en effet ! Pour les résoudre, il ne s'agit pas tant de donner de bons conseils. Personnellement, j'ai peut-être été, pendant un certain nombre d'années de ma vie, juge des enfants, parce que j'avais eu une enfance et une adolescence qui ne se pliaient pas exactement aux bons conseils ! Je n'ai pas l'impression que les bons conseils soient la meilleure formule ; ce sont souvent eux qui nous font prendre la vertu, je ne dirai pas en horreur, le mot est trop fort, mais qui nous font mettre une certaine distance entre elle et celui qui l'entend exprimer à travers les bons conseils. Il faut, bien plutôt, que le jeune sente qu'il a auprès de lui quelqu'un qui représente une confiance, une sécurité ; quelqu'un qui « sur la pointe des pieds », dirais-je, peut lui suggérer telle ou telle solution plutôt que telle autre. Il faut aussi, et c'est fort important, que cette personne, ce tuteur moral, ne se substitue pas au jeune. C'est parfois si facile, pour les adultes, de dire : « Ce pauvre garçon, il ne s'en sort pas... nous allons faire le travail à sa place ; nous allons arranger ce qu'il ne peut lui-même parvenir à arranger... » Eh bien ! je crois que c'est une profonde erreur, car, à ce moment-là, que demande-t-on au jeune ? On lui demande d'être passif, alors qu'au contraire toute action éducative, à mon avis, doit être fondée sur la coopération qu'on exige de lui, sur sa participation à toute l'action entreprise. Et c'est en quoi la post-cure est si importante à la sortie de l'internat.

Ce que je viens de vous dire paraîtra un peu théorique. En effet, si des « éducateurs de bibliothèque » peuvent penser qu'à un certain moment se termine l'action éducative de l'internat et qu'à un autre moment commence la post-cure, celui qui, au contraire, vit un peu « sur le tas » se rend compte que la post-cure commence le jour même où l'on entre dans l'internat de rééducation. Un exemple entre mille : si nous sommes en présence d'un garçon qui, un jour, pourra retour-

ner dans sa famille d'origine bien que celle-ci paraisse déficiente, ne devra-t-on pas utiliser toutes les années au cours desquelles il sera en internat pour tenter une action éducative sur la famille, pour faire en sorte que celle-ci se valorise moralement et socialement ? Et pour y parvenir, ne devra-t-on pas faire en sorte que, par tous les moyens, les relations affectives entre l'enfant et sa famille soient maintenues ? Ah ! j'ai connu des administrateurs, des éducateurs qui n'aimaient pas beaucoup que l'on engage la discussion sur ce terrain-là ! C'est si facile de s'occuper d'un enfant — pardonnez-moi ce mot — en « court-circuitant » la famille. Ces familles revendicatrices, quémandeuses, insupportables ; ces pères qui arrivent dans l'internat avec un petit verre dans le nez, évidemment, tout cela est encombrant ! Alors pourquoi, comme le dirait M. Sartre, ne pas « néantiser » la famille ? Eh bien ! je crois qu'on ne peut pas néantiser la famille. Si l'on veut qu'un jour l'enfant retrouve sa place auprès des siens, il faut accepter les parents, même parfois très déficients.

Je m'étais proposé de ne vous dire, dans cet exposé, aucune « petite histoire », parce que ces petites histoires en général nous emmènent loin et nous font passer l'heure. Il y en a cependant une que je ne résisterai pas au désir de vous conter.

Il y a quelques années, dans mon activité de juge des enfants, j'ai été en présence d'une femme qui était une ivrognesse complète. Elle avait trois filles. On fut évidemment dans l'obligation de placer ces trois filles, et elles le furent dans trois institutions différentes. J'étais bien sûr que la post-cure s'exercerait dans un hôtel de jeunes, dans un foyer de jeunes filles — mais certes pas à la faveur d'un retour auprès de cette femme qui n'était qu'un déchet. C'était tout à fait net pour moi. Or, elle comptait aller voir chaque dimanche ses filles et, comme elles étaient dans des maisons différentes, toutes les semaines elle

allait voir l'une d'elles. Puis elle arrivait chez moi le lundi, ayant toujours un peu bu, et notre conversation était en général, au moins de son côté, assez pâteuse. J'estimais cependant qu'il était mieux de la recevoir, et je passais chaque lundi au moins trois quarts d'heure avec elle : peut-être que cette femme aime ses filles, pensais-je, et peut-être pourrait-elle un jour reprendre conscience de ses devoirs de mère... Au bout de quelque temps nous avons parlé du vin et de beaucoup d'autres choses, et je suis arrivé à obtenir qu'elle remette un peu d'ordre dans cette maison de Cadet-Roussel, dans cette maison « un peu en l'air » qui était la sienne. Et une amélioration, qui n'était pas éclatante, bien sûr, s'est fait sentir ; on n'a jamais fait de cette femme une sainte, mais c'était tout de même sympathique à constater. Or cette femme, au bout d'un an, me rendit de précieux services : elle était ma meilleure collaboratrice ! Comme elle venait me voir le lundi, ai-je dit, je convoquais les familles les plus difficiles ce jour-là. Je les rassemblais dans l'antichambre précédant mon bureau, et laissais pendant une ou deux heures ma visiteuse en compagnie de ces familles revendicatrices et protestataires, desquelles on n'obtient jamais rien. Cette excellente femme commençait alors la conversation en leur disant : « Ce juge des enfants, il s'appelle Chazal ; c'est un ami, je lui parlerai de vous... » Et lorsque je recevais les parents, ils étaient prêts à accepter toutes les mesures que je préconisais ! Si je n'avais pas eu à ma disposition de telles personnes, j'aurais sans doute moins bien réussi. Tant et si bien qu'au bout de trois ans, je pus rendre à cette femme ses trois filles. Elle a continué à me faire des visites régulières, d'abord pour continuer à être ma collaboratrice, ensuite pour me parler de ses filles qui se sont mariées et ont eu des enfants. Si j'ai conté cette anecdote, c'est pour montrer qu'il ne faut jamais désespérer, et qu'il faut toujours avoir le courage de se dire que peut-

être on s'est trompé, que l'on a mal jugé, et qu'une âme humaine peut présenter plus de ressources qu'on ne le supposait.

*

Je voudrais maintenant essayer de renverser le sujet pour terminer par où j'aurais dû commencer ; c'est-à-dire par la prévention. Car, au fond, un esprit quelque peu logique et cartésien aurait d'abord parlé de la prévention, puis de l'éducation, puis de la post-cure. Je me rends compte que j'ai donc très mal procédé puisque je me trouve maintenant en présence de la prévention. Mais peut-être valait-il mieux, malgré tout, parler d'abord de ces cas difficiles et de ces gosses de la rue, de la nécessité d'un milieu réel et de la nécessité de la post-cure, avant de parler de la prévention. Car, qu'est-ce donc que la prévention ? Le mot a sa signification en lui-même : c'est essayer de prévenir la délinquance, de prévenir le danger moral dans lequel peut sombrer un enfant, l'inadaptation sociale.

Bien sûr, dès que l'homme aborde ce problème, il se rend compte qu'il y a beaucoup de questions qui le dépassent. Il faut donc que chaque pays ait une politique de prévention. Il y a des mesures d'ordre général qui peuvent représenter une action préventive de premier plan. Si un jour, par exemple, le parlement de mon pays se décide à voter des lois draconiennes contre l'alcoolisme, je pense que ce jour-là ou aura pris une mesure préventive excellente. Le jour où l'on arrivera à ce que tant de familles, dans tout un ensemble de milieux, puissent vivre dans des espaces vitaux satisfaisants, on aura, là encore, fait un excellent travail préventif. Il en ira de même le jour où l'on aura pris conscience, un peu partout, de la nécessité d'avoir des consultations médico-psychologiques, des consultations d'hygiène mentale.

Mais, ce dont je voudrais vous entretenir, c'est de ce que j'appellerai la prévention

immédiate : l'action de prévention dans un quartier. Car nous sommes là, je crois, en présence d'un problème particulièrement important. Pour ces enfants de la rue dont nous parlions, qui ont fait de celle-ci leur terrain d'élection, ne va-t-on pas se décider à mener une action avant qu'ils aient commis des délits, qu'ils aient définitivement capoté dans l'inadaptation sociale ? Or, je me rends compte que des expériences de quartiers sont particulièrement rentables sur le plan social. Qu'est-ce à dire ?

Dans toute grande cité nous avons des points névralgiques, nous avons des zones où la délinquance juvénile est importante, où la plupart des enfants sont en danger moral. Dans ces zones-là, que faut-il faire ? Monter ce que certains appellent des clubs d'enfants. Je ne suis pas très enthousiaste pour le mot « club », la langue française a des mots qui pourraient le remplacer, mais enfin l'usage est de dire « club » et, lorsqu'on veut même signifier, on peut dire des « boys clubs ». Donc, acceptons le « boys clubs », mais voyons ce que peut recouvrir cette étiquette : Un travail éducatif passionnant, parce qu'il est essentiellement humain.

Tout d'abord, dans quelque point névralgique, implanter la maison ou la « baraque », la construction provisoire qui permettra de faire un travail utile, faire en sorte que cette maison soit réellement fréquentée par les enfants du quartier qui sont vraiment en danger moral. Ce n'est pas une petite affaire ! Je connais une expérience à Paris, qui est menée par le Centre français de protection de l'enfance, grâce à l'effort persévérant de la secrétaire générale de celui-ci, Mlle Sylvie Monod.

Eh bien ! dans cette « baraque », on a constaté qu'au départ c'étaient des enfants de familles aisées, de commerçants du quartier, d'ouvriers déjà évolués, qui venaient. Mais ce n'était pas ce qu'on voulait, ce n'était pas ce genre d'enfants qu'on désirait. Et un beau



« La Cabane »

jour, tout a bien tourné : on a constaté que, pendant la nuit, les carreaux avaient été cassés, et que des garçons et des filles s'étaient introduits dans le baraquement ! Ces autres garçons et filles sont donc venus dans cette baraque, et ont décidé qu'elle s'appellerait *la cabane*... C'est un mot français, la cabane, et on a donc appelé ce « club » la cabane. Ils nous ont dit : « Nous en prenons possession. »

Ils ont trouvé devant eux un éducateur et une éducatrice professionnels, et je crois qu'il est bon qu'il en soit ainsi. Ces deux éducateurs ont dû faire comprendre à ces enfants qu'ils n'étaient pas des ennemis. Ce n'est pas si facile, et ce qui est encore plus difficile, c'est de s'implanter dans le quartier, de faire comprendre dans le quartier qu'on n'est pas là pour entreprendre quelque œuvre paternaliste pleine d'arrière-pensées, mais qu'au contraire on est là pour apporter une amitié, une confiance ¹.

Alors, il faut faire beaucoup de choses. Il faut que l'éducatrice, le matin, aille chercher son quart de lait avec les mères de famille du coin ; on parle, on discute, on prend langage, les enfants viennent et, une liaison ainsi s'organise avec la famille, peu à peu les parents à leur tour s'habituent à prendre le chemin de « la cabane ». A ce moment-là, on peut dire que si la partie n'est pas encore jouée, les conditions nécessaires à la prospérité de l'en-

¹ Dans le n° 1 des *Etudes internationales de psychosociologie criminelle*, de juillet-septembre 1956 (voir plus loin, *La Vie des Revues*, p. 70), M. A. LE GUINIO qui dirige, avec M^{lle} FERRARI, l'œuvre de « la baraque » réalisée à la suggestion de M. le juge CHAZAL, donne une vue extrêmement intéressante, du point de vue de l'action du « patron » et de la « patronne » (comme les appellent les gosses), sur « Le Club des Enfants », sa fréquentation, son activité, les relations avec les parents, les visites à domicile, p. 89. Ce témoignage si direct mérite d'être lu et médité. *La Réd.*



Des gosses viennent...



Loisirs : A la cabane

treprise sont tout au moins rassemblées. Et alors encore, que faire ? Tous les problèmes que posent ces jeunes, problèmes de tout genre — fréquentation scolaire, orientation professionnelle, apprentissage, fréquentation du dispensaire, départs en colonie de vacances, combien d'autres encore — demandent d'abord leur solution. Car c'est très bien de vouloir exercer une action éducative, mais les gens ont tout de même un corps et ils ont besoin que l'on arrive à satisfaire ses exigences matérielles. Voilà pourquoi nous avons tenté cette expérience, qui se caractérise d'ailleurs par sa très grande modestie : rien n'y est clinquant ; nous sommes dans une construction provisoire, un baraquement dont le ministère de la reconstruction nous a donné la disposition. Et là, nous travaillons comme nous pouvons. Des gosses viennent à toutes les heures de l'après-midi, de la soirée. Au départ, les instituteurs, les maîtres d'école voyaient cela, je ne dirai pas d'un mauvais œil, mais avec réserve. Et puis, ils se sont rendu compte que l'on avait restauré la fréquentation scolaire pour un certain nombre de jeunes qui ne mettaient plus les pieds à l'école ; ils se sont rendu compte que les devoirs étaient faits, que les leçons étaient apprises. Et ainsi ces adolescents qui représentaient, après avoir atteint leur quatorzième année, cette sorte de main-d'œuvre sporadique que l'on embauche et débauche au gré des fluctuations du marché économique, changeaient de place, se fixaient dans un travail, apprenaient un métier... Et rien n'est plus sympathique que de constater maintenant que, le samedi après-midi, tous les jeunes travailleurs viennent au club, fiers du métier qu'ils ont appris, fiers du salaire qu'ils gagnent honnêtement. Ils viennent voir l'éducateur ou l'éducatrice pour les informer de leurs problèmes et échanger avec eux les propos que dicte l'amitié.

Et puis, à côté de tous les problèmes qui demandent leur solution, il y a l'action éducative à mener. Là, faisons très attention. J'ai

entendu dire que, dans certains pays, les « boys clubs » étaient dirigés par la police. Il existe un peu partout des policiers au grand cœur ; on dit notamment que les policiers irlandais débordent de générosité et sont particulièrement qualifiés pour être des éducateurs. Mais vraiment, dans mon pays et plus spécialement à Paris, je crois qu'il est encore prudent de ne pas demander à la police de diriger des « boys clubs » si l'on veut qu'ils soient vraiment fréquentés par une clientèle suffisante d'enfants en danger moral. Ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que l'on ne doit pas essayer de restaurer les relations normales entre les policiers et ces enfants. Les policiers se méfient des enfants et les enfants se méfient des policiers ? Certes, mais nous essayons maintenant d'avoir recours à quelques policiers pouvant, par exemple, venir avec de petites maquettes apprendre le code de la route aux enfants du club ; nous voulons même obtenir que certains policiers viennent donner des leçons de judo, ce qui me paraît être un sport tout à fait passionnant pour un gosse qui a été un enfant de la rue. Mais tout cela, il faut encore le faire, ici aussi, « sur la pointe des pieds », avec prudence, et il faut faire comprendre à tous ces jeunes qu'ils peuvent venir s'ils le veulent, mais qu'ils ne sont pas obligés de venir s'ils ne le veulent pas. Il ne faut pas que ces jeunes, qui sont un peu anarchistes par tendance, aient l'impression que la société veut à tout prix leur mettre la main sur l'épaule. Il faut donc « jouer le jeu » de la confiance.

J'ai connu un gosse qui a tenu le langage suivant à un éducateur, éducateur extrêmement sympathique, jeune, qui acceptait le tutoiement de ceux dont il s'occupait, et qui faisait un excellent travail. Un jour, donc, un gosse de la rue vint lui dire : « Tu comprends, j'ai esquiné le pédalier de mon vélo ; alors j'ai tout de suite pensé à aller au Mono-prix du faubourg Saint-Antoine pour en piquer un... Eh bien, au fond, j'y suis pas allé parce



Genève : La future maison de campagne des jeunes

que j'ai pensé que si je faisais ça, ça allait encore t'embêter... » Je dis que lorsqu'on arrive à ce genre de réflexions, la partie est gagnée. Car il ne faut pas croire que nos éducateurs de quartier puissent philosopher ; il ne s'agit pas pour eux d'édifier une morale intellectuelle, il s'agit pour eux de faire prendre conscience, à des jeunes, de toute morale qui a ses racines profondes dans la sensibilité, dans les besoins du cœur. Et c'est cela, je crois, qui est important.

*

Mais, dans de telles expériences, il ne faut pas seulement s'occuper des jeunes, il faut aussi s'occuper des familles, des parents souvent déficients. Que faire pour les aider, eux aussi, à trouver la solution de leurs problèmes ? Je parlais des départs en colonies de vacances. Nous sommes souvent en présence de familles qui ont capitulé, qui sont accablées, et il ne faut pas toujours leur jeter la pierre. Eh bien ! ces familles n'arrivent plus à faire l'effort nécessaire pour entreprendre toutes les démarches indispensables afin d'organiser un départ en colonie de vacances. Il faut les aider. Nous avons pu faire partir une quarantaine d'enfants qui, jusque-là, n'étaient jamais partis parce que les familles n'avaient jamais fait les démarches nécessaires.

Dans les rapports avec les familles, il faut

faire comprendre à celles-ci que l'on vient vers elles en toute amitié, les amener à exprimer leurs difficultés et à prendre confiance en elles, les amener peu à peu à coopérer à l'action éducative que l'on conduit à l'égard des enfants. C'est possible. Je m'entretenais de cette question, à Genève, avec M. Zumbach, tuteur général, qui accomplit un remarquable travail. Il m'a fait visiter une maison de loisirs qui, très prochainement, sera une magnifique maison. Il me disait combien il est nécessaire que ces expériences de quartier aient leur prolongement dans une zone de villégiature, de week-end, à quelques kilomètres d'une grande ville. Cela est parfaitement pensé, et je commettais le péché d'envie en constatant que le problème allait trouver sa solution à Genève alors qu'à Paris j'ai les pires difficultés pour trouver cette bicoque de banlieue qui pourrait devenir effectivement la « maison des week-ends », à laquelle il serait nécessaire et, du point de vue éducatif désirable, d'intégrer, de faire participer les parents. Parmi ces parents, j'ai d'anciens maçons, d'anciens menuisiers, un peu en chômage, bien sûr, mais enfin c'est une occasion unique de leur faire reprendre le goût du travail, avec peut-être, par-ci par-là, un verre de vin de Beaujolais ! Et ce serait pour eux l'occasion de se valoriser en participant à cet effort collectif.



Bientôt : La colonie de week-end

Dans cette expérience parisienne à laquelle je faisais allusion, nous avons organisé des réunions de parents et nous avons vu des choses particulièrement émouvantes, l'année dernière. Des parents viennent trouver l'éducateur et l'éducatrice et leur demandent de leur laisser pour un certain soir « la cabane » disponible. L'éducatrice accepte, et ces parents ont organisé entre eux une fête donnée en l'honneur du « patron » et de la « patronne ». J'ai assisté à cette fête et rien n'était plus prenant que de voir ces femmes ravagées par la misère, ces hommes ravagés par la misère et parfois aussi, il faut être honnête, par le bistrot, arriver les bras couverts de plantes, de fleurs, de tartes, de gâteaux. Ces gens dont les ressources financières sont plus que pitoyables avaient, pour l'institution de cette petite fête, fait le sacrifice de leurs dernières ressources. C'était spontané ; ils se présentaient à l'éducatrice avec leurs fleurs en lui disant : « C'est pour vous et on vous embrasse. » Tout cela était bon à constater parce que c'était véritablement là un de ces moments pleins de spiritualité, au sens le plus noble du mot, où l'on se rend véritablement compte qu'« autrui » est vraiment « le prochain » de nous-mêmes. C'est ainsi encore que l'on a vu ces gens, ces familles déficientes, demander à leurs enfants de jouer de petits sketches qu'ils avaient appris en cachette. Oh ! ceux-ci ne représentaient pas des documents définitifs de la littérature et du théâtre, mais ce n'était pas là l'important. Et nous avons organisé dans un vieil autobus parisien des promenades avec les parents, dans les forêts de l'Île-de-France. C'est là que nous pûmes, en arrivant dans la forêt de Fontainebleau, entendre une femme s'écrier : « C'est la première fois que je vois des arbres depuis dix ans. » Et c'était vrai, cette femme n'était jamais sortie de son quartier depuis dix ans, ravagée par les soucis et la tuberculose.

J'ai peut-être un peu longuement parlé de cette expérience, à bâtons rompus, mais je

voulais situer le problème dans son contexte humain, social. Et j'achèverai mon exposé sur cette expérience en précisant qu'il convient non seulement d'agir sur les familles, mais de mener également, je l'ai indiqué, une action de quartier. Pourquoi choisir le quartier comme lieu de cette action ? Pour une raison qui me paraît évidente : les hommes ont besoin de quelque chose qui représente une figure, un visage. On a besoin dans la vie d'autre chose que de l'anonymat et, si l'on veut faire un travail utile, il faut qu'à côté d'une action sociale qui se situe sur un plan anonyme, il y ait toute une action qui s'exerce dans la solidarité même, qui est celle d'un quartier. Les gens se rencontrent, se voient, et c'est ainsi qu'autour de cette expérience éducative de quartier, nous avons mobilisé toute une foule de bonnes volontés, de gens qui sont venus nous apporter ce qu'ils pouvaient, dans un domaine ou dans un autre. Chaque jour, on est surpris par ce que la nature humaine peut encore comporter d'altruisme et de générosité. Nous avons vu une femme du quartier, ayant une situation plus que modeste, prendre la tête d'un atelier de couture pour les petits ; une autre, professeur agrégé de l'Université, devenir la collaboratrice de cette femme. Nous avons vu également des garçons d'une école professionnelle d'un degré particulièrement élevé, venir trois ou quatre fois par semaine apporter leur collaboration pour organiser, avec les enfants qui fréquentent le club ou « la cabane », des activités dirigées. Nous avons vu de jeunes sportifs venir pour donner des leçons d'éducation physique. Ces garçons tumultueux, ne pensez-vous pas qu'avant de leur proposer la monotonie de la leçon d'éducation physique, il est nécessaire de les amener à prendre conscience de sa nécessité pour eux ? Parlons donc d'abord du judo, qui représente la défense et parfois l'attaque : c'est passionnant ! Et peu à peu nos jeunes, qui voulaient devenir de bons pratiquants du judo, se sont rendus compte qu'il faut tout

d'abord accepter la rigueur et la discipline de l'éducation physique, qu'ils réclament d'eux-mêmes. A ce moment-là une fois encore, la partie était gagnée.

Il va sans dire enfin qu'il est nécessaire d'animer toutes ces expériences de quartier d'un certain esprit. Quel est cet état d'esprit ou mieux, quelle est l'attitude qu'il convient de prendre ? Je crois qu'il faut éviter avant tout ce que j'appellerais volontiers le « caporalisme » et l'esprit de tracasserie. J'ai connu des gens qui faisaient du travail social comme ils auraient commandé un régiment. Il ne fallait pas que les familles se mettent à broncher, il fallait obéir au doigt et à l'œil ! La mère de famille devait faire cela, le père devait s'abstenir de faire ceci, l'enfant numéro un devait prendre tel chemin, le numéro deux devait rester sur place ! Il ne faut pas s'étonner que cet esprit de caporalisme ne réussisse pas, car il est certain que des familles qui se débattent déjà dans mille difficultés acceptent difficilement d'être « caporalisées ». On dit du bout des lèvres : « Oui madame, oui mademoiselle », mais cela ne va pas plus loin. C'est un esprit qu'il faut éviter dans tout travail social, éducatif. Je pense aussi qu'il est bon d'éviter ce que l'on appelle l'esprit de « paternalisme » dont je vous ai déjà parlé, à savoir : faire quelque chose pour les autres en leur demandant de ne pas faire grand-chose eux-mêmes, c'est-à-dire en les invitant à être essentiellement passifs. C'est terrible, car celui

qui est passif accepte de l'être et se résigne à la passivité, puisque sa dignité est bafouée ; l'action ainsi menée ne sera jamais marquée en profondeur. Il faut éviter aussi encore, enfin, cette sorte de sentiment de déférence que l'on fait naître chez l'assisté parce que l'on vient à lui avec une certaine condescendance.

En définitive, que faire ? — La chose la plus simple du monde : comprendre que tout être humain est notre prochain et, comme nous, vit dans la grande communauté des hommes. A ce sentiment communautaire, nous devons sacrifier beaucoup de nous-même. Peu importent les modifications ou les aspects métaphysiques, religieux, philosophiques dont nous allons revêtir cette pensée communautaire : ce qu'il faut avant tout, c'est donner une confiance à ceux qui en ont besoin, et le faire de façon telle que celui qui a besoin d'être assisté sente qu'il coopère lui-même à sa valorisation morale et sociale, qu'il participe lui-même peu à peu à celle-ci — et c'est ainsi que ce sentiment de déférence si pénible dont je parlais, disparaîtra.

Comme tous ceux qui s'adressent à un public, j'avais préparé des notes, puis je me suis aperçu que je les avais bousculées, que je n'avais pas suivi le plan que je m'étais tracé. Je m'en excuse. Mais je préférais vous parler de ce sujet avec mon cœur plutôt que d'échouer dans une leçon de philosophie éducative.